



IDN France | Initiatives pour le Désarmement Nucléaire

# RAPPORT

MAI 2026

@Tinah Rakotoarimanga

---

## La RevCon 2026 du TNP : Ce que la conférence révèle *sur le risque nucléaire mondial*

Rapport élaboré sur la base d'une présence directe à la Conférence d'examen, New York, 27 avril – 22 mai 2026

## Note liminaire

Ce rapport a été rédigé à l'issue de la 11e Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), tenue du 27 avril au 22 mai 2026 au siège des Nations Unies à New York. Il s'appuie sur une présence directe à la conférence en tant que représentant de la société civile, sur l'ensemble des documents officiels produits durant ce cycle de révision, ainsi que sur les travaux préparatoires menés par plusieurs institutions de référence, parmi lesquelles le British American Security Information Council (BASIC), l'Arms Control Association, le Stimson Center, l'European Leadership Network et l'UNIDIR.

Ce rapport ne cherche pas à produire un simple compte-rendu diplomatique. Son ambition est différente. Il propose une lecture centrée sur le risque géopolitique et sur les transformations profondes qui traversent aujourd'hui l'ordre nucléaire international.

La RevCon 2026 s'est achevée le 22 mai sans adoption d'un document final par consensus, marquant ainsi un troisième échec consécutif après 2015 et 2022. Ce blocage dépasse largement le cadre procédural. Il traduit une crise plus profonde du régime de non-prolifération, dont les fractures apparaissent désormais de manière ouverte, persistante et de plus en plus difficiles à contenir. C'est cette crise que le rapport tente d'analyser, de contextualiser et de cartographier.

Pour la première fois dans un rapport de ce type produit par IDN France, cette analyse intègre également un travail de terrain mené directement pendant la conférence. Les rencontres bilatérales conduites avec plusieurs délégations nationales, notamment Madagascar, le Sénégal et le Zimbabwe, ainsi que les échanges issus de l'événement AFCON organisé en marge de la RevCon, apportent une dimension essentielle à cette étude. Là où les documents officiels donnent accès aux positions formelles des États, ces discussions permettent de saisir les inquiétudes, les frustrations et les rapports de force qui s'expriment plus discrètement, loin des tribunes officielles et du langage diplomatique calibré.

*Ce rapport a été rédigé par Tinah Rakotoarimanga à l'issue de la 11e Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), tenue au siège des Nations Unies à New York en mai 2026.*

## Executive Summary

La 11e Conférence d'examen du TNP s'est achevée le 22 mai 2026 sans qu'un consensus ne puisse être trouvé. Après trois semaines de négociations particulièrement tendues, dominées par la question iranienne, les fractures croissantes au sein du P5 et l'incapacité des puissances nucléaires à produire une véritable impulsion politique, la conférence débouche sur un troisième échec consécutif.

Ce rapport analyse les implications de cet échec pour le cycle 2026-2031 à travers l'identification de sept signaux majeurs de risque géopolitique. Il revient également sur l'engagement d'IDN France dans les dynamiques de plaidoyer portées par la société civile tout au long de la conférence.

<p><b>RISQUE 01</b> <b>CRITIQUE</b></p>	<p><b>Effondrement de la crédibilité du régime TNP</b> Trois RevCons sans document final consécutives signalent une crise systémique, non conjoncturelle. La légitimité du TNP comme pilier du régime de non-prolifération est structurellement fragilisée.</p>
<p><b>RISQUE 02</b> <b>CRITIQUE</b></p>	<p><b>Précédent dévastateur : bombardements US-Israël sur sites nucléaires iraniens</b> Les attaques de juin 2025 puis de mars-avril 2026 sur les sites safeguardés d'Iran constituent une violation sans précédent du droit international et du régime de l'AIEA.</p>
<p><b>RISQUE 03</b> <b>ÉLEVÉ</b></p>	<p><b>Modernisation accélérée des arsenaux nucléaires, sans transparence</b> Chine, Russie et États-Unis modernisent leurs arsenaux. La suspension du New START et le refus de reporting standardisé créent une zone d'opacité stratégique croissante.</p>
<p><b>RISQUE 04</b> <b>ÉLEVÉ</b></p>	<p><b>Prolifération latente : la leçon iranienne et ses effets de contagion</b> Si l'Iran subit des bombardements militaires sans recours effectif, d'autres États pourraient conclure que la nucléarisation est la seule garantie de sécurité réelle.</p>
<p><b>RISQUE 05</b> <b>ÉLEVÉ</b></p>	<p><b>Blocage structurel sur transparence et redevabilité</b> La Russie et la Chine ont bloqué tout mécanisme contraignant de reporting. L'absence de progrès amplifie les risques de mauvaise perception stratégique.</p>
<p><b>RISQUE 06</b> <b>MODÉRÉ</b></p>	<p><b>Fragmentation du régime : montée en puissance du TPNW</b> Face à l'échec répété du TNP, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires gagne en attractivité politique. Une bifurcation du régime est envisageable.</p>
<p><b>RISQUE 07</b> <b>MODÉRÉ</b></p>	<p><b>Instabilité OTAN et recomposition de l'architecture de dissuasion européenne</b> Les débats intra-OTAN sur le partage nucléaire et les demandes polonaises créent des tensions au sein du camp occidental.</p>

## Section 1 : Le TNP comme baromètre du risque nucléaire

### 1.1 Pourquoi la RevCon est un indicateur stratégique

La Conférence d'examen du TNP dépasse largement le cadre d'un simple rendez-vous diplomatique. Elle constitue, tous les cinq ans, une forme de test de résistance du régime international de non-prolifération nucléaire. Les 191 États parties s'y retrouvent pour évaluer la mise en œuvre du Traité, négocier les priorités du cycle suivant et, en théorie, parvenir à un document final adopté par consensus afin de définir une direction commune pour les années à venir.

Mais ce que révèle réellement une RevCon ne se limite jamais au contenu des négociations officielles. Elle met surtout en lumière l'état de confiance entre les acteurs nucléaires eux-mêmes. Les tensions qui émergent dans les salles de conférence traduisent souvent des fractures beaucoup plus profondes au sein du système international. Dans ce contexte, les blocages diplomatiques ne sont pas de simples désaccords procéduraux. Ils deviennent des indicateurs concrets de risque géopolitique.

*« Rhetorical support for the NPT is strong, but the foundations of the NPT are cracking due to inaction, inattention, and intransigence on the part of the major powers. »*

**Daryl Kimball, Arms Control Association, 22 mai 2026**

### 1.2 Méthodologie et angle d'analyse

Ce rapport adopte une approche de risk advisory. Il ne cherche pas à raconter les négociations pour elles-mêmes, mais à les utiliser comme point d'entrée pour établir un diagnostic géopolitique plus large. L'objectif n'est pas seulement de comprendre pourquoi la conférence a échoué, mais ce que cet échec révèle de l'évolution du paysage nucléaire international.

L'analyse s'articule autour de quatre questions centrales :

- Qu'est-ce qui s'est réellement joué à New York au-delà du récit diplomatique officiel ?
- Quels vecteurs de risque nucléaire la conférence a-t-elle révélés ou accentués ?
- Quels signaux d'alerte émergent déjà pour le cycle de révision 2026-2031 ?
- Quelles implications stratégiques ces dynamiques impliquent-elles pour les décideurs, les organisations internationales et les acteurs économiques exposés aux risques géopolitiques ?

Ce travail repose sur trois sources complémentaires : les documents officiels soumis durant la conférence et les PrepComs précédentes, les déclarations des délégations observées en séance, ainsi qu'une littérature académique et think tank récente consacrée aux enjeux de stabilité stratégique et de non-prolifération.

À cela s'ajoute une dimension plus empirique, issue de l'observation directe des dynamiques informelles qui structurent aussi ce type de conférence. Les échanges de couloir, les réunions parallèles, les consultations bilatérales et les discussions off-record permettent souvent de saisir des rapports de force ou des lignes de fracture qui apparaissent beaucoup moins clairement dans les séances plénières officielles.

## Section 2 : Le contexte : Un régime sous pression maximale

### 2.1 Trois échecs consécutifs : la nouvelle normalité

La RevCon 2026 constitue la troisième conférence d'examen consécutive à se conclure sans document final adopté par consensus, après les échecs de 2015 et de 2022. Ce constat dépasse largement la seule dimension procédurale. Il témoigne d'un affaiblissement progressif de la capacité du régime de non-prolifération à produire un cadre politique commun, même minimal.

Depuis l'extension indéfinie du TNP en 1995, le fonctionnement par consensus est présenté comme une garantie d'inclusivité et d'équilibre entre les États parties. Dans les faits, cette règle permet aussi à un seul État, ou à un groupe d'États, de bloquer l'ensemble du processus. Ce qui devait préserver l'universalité du régime s'est progressivement transformé en mécanisme de paralysie systémique.

En 2022, la Russie avait empêché l'adoption du document final au dernier moment en refusant les références à la centrale nucléaire de Zaporijjia, alors occupée par ses forces. En 2026, le principal point de rupture s'est cristallisé autour de l'Iran. Les États-Unis exigeaient que Téhéran soit explicitement mentionné pour ses manquements présumés en matière de conformité, tandis que l'Iran réclamait une condamnation des bombardements américano-israéliennes visant ses installations nucléaires.

Très vite, les négociations se sont retrouvées enfermées dans une logique de confrontation politique dont aucun acteur ne semblait prêt à sortir. Derrière le désaccord sur les formulations se jouait en réalité quelque chose de plus profond : l'impossibilité croissante de maintenir un consensus minimal entre puissances nucléaires et États non alignés sur les questions de sécurité stratégique.

*« Despite our best efforts... it is my understanding that the conference is not in a position to achieve agreement on its substantive work. I do not intend to put the document forward for adoption. »*

**Ambassadeur Do Hung Viet (Vietnam), Président de la RevCon, 22 mai 2026**

### 2.2 L'environnement stratégique mondial : une dégradation sans précédent

#### La guerre en Iran et les bombardements sur les sites nucléaires safeguardés

Le facteur le plus immédiatement déstabilisateur du cycle 2026 a été l'agression militaire des États-Unis et Israël contre l'Iran. En juin 2025, des bombardements américains ont visé plusieurs sites nucléaires iraniens, notamment Natanz, Fordow et Ispahan. L'AIEA a par la suite qualifié les dégâts d'« énormes ». De nouvelles bombardements ont ensuite été rapportées entre mars et avril 2026, y compris à proximité de la centrale de Bushehr.

Du point de vue du régime de non-prolifération, ces opérations constituent un précédent particulièrement lourd de conséquences. L'Iran est un État partie au TNP et ses installations nucléaires étaient placées sous le régime de garanties de l'AIEA. Le fait qu'un État doté de l'arme nucléaire participe à des bombardements contre des infrastructures nucléaires situées sur le territoire d'un État non doté signataire du Traité, avec l'appui d'un État non-signataire lui-même détenteur de l'arme nucléaire, crée une rupture majeure dans les normes qui structurent historiquement le régime.

Au-delà de la dimension militaire immédiate, ces bombardements fragilisent un principe fondamental du TNP : l'idée selon laquelle les États acceptant les mécanismes de contrôle internationaux bénéficient en retour d'une certaine forme de protection politique et juridique. Pour de nombreux États du Sud global, cette séquence alimente le sentiment d'un système appliqué de manière asymétrique, dans lequel les garanties et les obligations ne produisent pas les mêmes effets selon les rapports de puissance.

*« The fact that Israel, a non-NPT nuclear-armed state, in concert with the United States, an NPT nuclear-weapon state, brazenly attacked nuclear facilities of an NPT non-nuclear-weapon state significantly undermines the credibility of the treaty. »*

**Bulletin of the Atomic Scientists, mai 2026**

## La guerre en Ukraine et l'occupation de Zaporijjia

La guerre en Ukraine continue de peser profondément sur l'équilibre du régime de non-prolifération. Depuis 2022, le conflit a progressivement déplacé le nucléaire du registre de la dissuasion stratégique vers celui de la confrontation politique ouverte. L'occupation par la Russie de la centrale nucléaire de Zaporijjia, combinée à la suspension du traité New START, a considérablement affaibli les derniers mécanismes de stabilité et de transparence encore actifs entre les grandes puissances nucléaires.

La suspension de New START revêt une importance particulière. Avec l'effondrement progressif des anciens accords de maîtrise des armements, ce traité représentait le dernier cadre bilatéral juridiquement contraignant permettant de limiter et de vérifier les arsenaux stratégiques américains et russes. Son affaiblissement accentue l'impression d'un retour à une compétition nucléaire moins régulée, plus opaque et potentiellement plus instable.

Parallèlement, les déclarations répétées de responsables russes évoquant un possible recours à l'arme nucléaire ont contribué à banaliser un discours qui, depuis la fin de la Guerre froide, demeurait largement tabou dans les enceintes internationales. Cette évolution est loin d'être seulement rhétorique. Elle modifie progressivement les seuils de perception du risque nucléaire et réintroduit dans les débats stratégiques l'idée d'un usage envisageable de l'arme nucléaire dans un conflit conventionnel majeur.

Mais cette lecture du risque serait cependant incomplète si elle s'arrêtait aux seules postures russes. En effet, la France et le Royaume-Uni, puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de sécurité, apportent un soutien militaire direct et croissant à l'Ukraine. Du point de vue de Moscou, cet engagement de puissances nucléaires dans un conflit armé à ses frontières constitue lui-même une menace d'escalade, y compris nucléaire. Pour lire le risque de guerre nucléaire dans le contexte ukrainien, il ne faut pas le faire dans un seul sens, en effet, il émerge d'une dynamique d'escalade impliquant plusieurs acteurs nucléaires dont certains se trouvent déjà parties prenantes au conflit. C'est cette réalité que le régime de non-prolifération n'est aujourd'hui plus en mesure d'adresser.

## La modernisation accélérée des arsenaux nucléaires, prolifération verticale

L'ensemble des États dotés de l'arme nucléaire poursuivent aujourd'hui des programmes de modernisation de leurs arsenaux. Cette tendance ne concerne plus uniquement le renouvellement technique des capacités existantes. Elle s'inscrit de plus en plus dans une logique de compétition stratégique durable, marquée par l'amélioration des vecteurs, l'augmentation des capacités de frappe et l'intégration de nouvelles technologies militaires.

La Chine représente sans doute le cas le plus marquant de cette accélération. Selon les estimations du Bulletin of the Atomic Scientists, son arsenal serait passé d'environ 350 têtes nucléaires en 2021 à potentiellement 500, voire davantage, en 2026. Cette progression alimente les inquiétudes croissantes autour d'une reconfiguration de l'équilibre stratégique mondial, notamment dans le contexte des rivalités sino-américaines en Indo-Pacifique.

Ce qui rend cette dynamique particulièrement préoccupante est le fait qu'elle se déroule dans un environnement où les mécanismes de contrôle des armements se fragilisent ou disparaissent progressivement. La modernisation simultanée des arsenaux nucléaires, combinée à l'absence de nouveaux cadres de limitation ou de vérification, constitue aujourd'hui l'un des signaux d'alerte les plus sérieux pour la stabilité stratégique internationale.

## Section 3 : La RevCon 2026 : Lecture stratégique des négociations

### 3.1 La dynamique d'ouverture : des attentes basses, une atmosphère toxique

La conférence s'est ouverte le 27 avril 2026 dans un climat où les attentes avaient déjà été nettement revues à la baisse. Le PrepCom de mai 2025, organisé à New York, s'était lui-même conclu sans recommandations adoptées par consensus, une situation inédite depuis plusieurs cycles d'examen. Dans le même temps, le Groupe de travail chargé du renforcement du processus d'examen du TNP, mis en place après l'échec de 2022, n'était pas parvenu à produire de propositions consensuelles, en grande partie à cause des blocages de la Chine, de la Russie et de l'Iran.

Dès les premiers jours de la RevCon, de nombreuses délégations considéraient donc qu'un accord final serait extrêmement difficile à obtenir. Le problème ne relevait plus uniquement de désaccords diplomatiques classiques ou de questions procédurales. Il reflétait un niveau de fragmentation politique beaucoup plus profond, au point que les discussions sur le fonctionnement même du processus d'examen devenaient des sujets de confrontation.

La délégation vietnamienne, qui présidait la conférence sous la direction de l'ambassadeur Do Hung Viet, a dû évoluer dans un contexte particulièrement tendu. Ses efforts pour préserver des espaces de dialogue entre des blocs de plus en plus polarisés ont été largement reconnus par les délégations présentes. Plusieurs diplomates saluaient en privé une présidence jugée sérieuse, méthodique et soucieuse de maintenir un équilibre entre les différentes sensibilités du régime.

Mais malgré ces tentatives de médiation, la marge de manœuvre politique demeurait extrêmement limitée. Les tensions accumulées depuis plusieurs cycles, combinées aux crises géopolitiques en cours, ont progressivement rendu toute convergence quasiment impossible.

### 3.2 Les trois piliers : désarmement, non-prolifération, usages pacifiques

#### Désarmement (Article VI) : l'abîme entre obligations et réalités

Le cœur du TNP est le « grand compromis » de 1968 : les États non nucléaires renoncent à se doter d'armes nucléaires en échange de l'engagement des États dotés (ENW) de négocier de bonne foi leur désarmement nucléaire. À la RevCon 2026, l'abîme entre cet engagement et les réalités n'a jamais été aussi visible. Les ENW ont refusé unanimement tout mécanisme de « benchmarks » concrets assortis de délais.

*« States have been discussing enhanced transparency and accountability mechanisms for the better part of two decades. What has been lacking is not ideas but the political will to agree to implementation. »*

**BASIC, Transparency and Accountability at the 2026 NPT Review Conference, avril 2026**

#### Non-prolifération : l'Iran comme point de rupture

La question iranienne a dominé les négociations sur le pilier non-prolifération. Les États-Unis ont insisté pour que le document final nomme explicitement l'Iran pour non-conformité. L'Iran, appuyé par la Russie, la Chine et une grande partie du Mouvement des Non-Alignés (MNA), a refusé toute mention de son nom sans condamnation parallèle des bombardements US-israéliennes. Cette impasse illustre une contradiction fondamentale du régime : comment appliquer des normes de non-prolifération de manière crédible lorsque les États dotés qui exigent cette application ont eux-mêmes violé les normes de protection des installations nucléaires d'un État signataire ?

## Usages pacifiques de l'énergie nucléaire : le seul pilier relatif

Le troisième pilier du TNP, consacré au droit des États de développer des programmes nucléaires à des fins pacifiques, est resté celui ayant généré le moins de confrontations ouvertes durant la conférence. Les discussions relatives à la coopération technique entre l'AIEA et les États parties ont globalement fait apparaître une forme de convergence, notamment autour de l'accès aux technologies civiles, du renforcement des capacités scientifiques et des enjeux liés au développement énergétique.

Cette relative stabilité ne doit toutefois pas masquer certaines tensions plus discrètes. Plusieurs débats ont porté sur les garanties appliquées aux programmes nucléaires civils de certains États cherchant à développer des capacités d'enrichissement susceptibles d'avoir un usage dual. Derrière les discussions techniques se jouait en réalité une question beaucoup plus sensible : celle de la frontière entre droit au nucléaire civil et risque potentiel de prolifération.

Pour plusieurs États du Sud global, les demandes de contrôle renforcé sont parfois perçues comme des tentatives de restriction technologique imposées par les puissances nucléaires ou les États technologiquement avancés. À l'inverse, d'autres délégations considèrent que l'évolution du contexte sécuritaire impose un durcissement des mécanismes de vérification afin d'éviter que certains programmes civils ne puissent servir de base à des capacités militaires latentes.

## Section 4 : Cartographie des risques géopolitiques nucléaires post-RevCon

### 4.1 Le risque structurel : l'effondrement de la crédibilité du régime TNP

Le risque le plus profond mis en lumière par la RevCon 2026 n'est pas simplement conjoncturel. Il est structurel. Le TNP traverse aujourd'hui une crise de crédibilité qui tend à s'autoalimenter au fil des cycles d'examen.

Chaque échec supplémentaire fragilise un peu plus la confiance des États parties dans la capacité du régime à produire des avancées concrètes. À mesure que les conférences d'examen se concluent sans consensus, les États dotés d'armes nucléaires ont de moins en moins d'incitation politique à consentir des compromis significatifs pour préserver un processus qu'ils considèrent eux-mêmes comme de plus en plus affaibli.

Cette dynamique crée une forme de cercle vicieux. L'absence de progrès alimente la frustration des États non dotés, qui dénoncent un déséquilibre croissant entre obligations de non-prolifération et engagements en matière de désarmement. En retour, les puissances nucléaires abordent les RevCons dans une logique davantage défensive, avec une priorité donnée à la gestion des rapports de force plutôt qu'à la recherche de compromis ambitieux.

À long terme, le risque n'est pas seulement celui d'un blocage diplomatique récurrent. C'est celui d'une érosion progressive de la légitimité politique du régime lui-même.

*« Experts pointed out that even in the absence of a review agreement for the third time in a row, the treaty continues to exist, but with diminished legitimacy. »*

**Pakistan Today, 24 mai 2026**

### 4.2 Le risque iranien : prolifération, précédent et contagion

L'Iran est présenté par plusieurs puissances occidentales comme le vecteur de risque le plus immédiat pour le régime de non-prolifération. Cette lecture est dominante dans les chancelleries américaine, israélienne et européenne, doit néanmoins être nuancée car ni l'AIEA, ni les agences de renseignement américaines dans leur ensemble n'ont établi que l'Iran dispose d'armes nucléaires. Ce cadrage reflète davantage un rapport de force politique qu'un constat technique ou juridique incontestable.

Plusieurs trajectoires restent envisageables à court et moyen terme : une militarisation progressive de son programme nucléaire, un retrait du TNP, ou au contraire une reprise de l'engagement diplomatique, mais conditionnée à l'obtention de garanties de sécurité beaucoup plus solides qu'auparavant.

L'incertitude qui entoure la position iranienne constitue en elle-même un facteur de déstabilisation majeur. Depuis les bombardements visant ses installations nucléaires, une partie du débat stratégique à Téhéran semble avoir évolué vers une remise en question plus ouverte de l'utilité politique du cadre actuel de non-prolifération. Même sans décision officielle de retrait, cette évolution contribue à fragiliser davantage la confiance dans les mécanismes internationaux existants.

Le risque d'effet de contagion représente probablement l'aspect le plus préoccupant de cette séquence. Pour plusieurs États observant la situation iranienne, le message perçu est particulièrement sensible : un État ayant longtemps maintenu son appartenance au TNP et accepté les mécanismes de garanties de l'AIEA peut malgré tout être exposé à des bombardements militaires sans véritable mécanisme de protection ou de recours efficace.

Dans ce contexte, certains gouvernements pourraient progressivement considérer que la possession d'une capacité nucléaire militaire reste, en dernier ressort, la seule garantie crédible de sécurité et de survie stratégique.

« *The contrast with North Korea has further reinforced the perception that strategic deterrence — not treaty compliance — provides the ultimate guarantee of survival.* »

Middle East Eye, avril 2026

### 4.3 Le risque chinois : modernisation opaque et instabilité stratégique

La modernisation nucléaire chinoise constitue probablement le vecteur de risque stratégique le plus significatif pour la stabilité internationale à long terme. Ce qui inquiète les autres puissances nucléaires n'est pas uniquement l'augmentation quantitative de l'arsenal chinois, mais surtout la combinaison entre rapidité, ampleur et opacité.

En l'espace de quelques années, Pékin aurait doublé, voire triplé, le volume estimé de son arsenal nucléaire, tout en développant de nouveaux silos destinés aux missiles balistiques intercontinentaux. Cette accélération marque une rupture importante avec la posture historiquement plus limitée que la Chine avait longtemps privilégiée dans le domaine nucléaire.

Le problème central réside toutefois dans l'absence de mécanismes de transparence et de dialogue stratégique capables d'accompagner cette montée en puissance. Malgré les inquiétudes croissantes exprimées par Washington et plusieurs alliés occidentaux, Pékin continue de refuser l'ouverture de discussions bilatérales substantielles sur le contrôle des armements nucléaires.

Cette situation alimente un climat de méfiance stratégique de plus en plus marqué entre grandes puissances. Dans un environnement où les capacités militaires évoluent rapidement mais où les canaux de communication restent limités, le risque de mauvaise perception, de calcul erroné ou d'escalade involontaire devient beaucoup plus difficile à contenir.

### 4.4 Le risque russo-américain : l'absence de cadre de contrôle des armements

L'architecture bilatérale de contrôle des armements entre les États-Unis et la Russie se trouve aujourd'hui largement dégradée. Le traité New START est suspendu, tandis que le traité INF a été abandonné en 2019. Il n'existe plus, à ce stade, de mécanisme juridiquement contraignant permettant d'assurer la vérification des arsenaux stratégiques des deux principales puissances nucléaires mondiales, une situation inédite depuis les premières étapes de la maîtrise des armements dans les années 1960.

Cette érosion progressive des cadres de transparence et de limitation ne se traduit pas uniquement par un vide juridique. Elle modifie en profondeur les conditions de stabilité stratégique, en réduisant la prévisibilité des comportements militaires et en affaiblissant les canaux de communication institutionnalisés entre Moscou et Washington. Dans un contexte déjà marqué par des tensions géopolitiques élevées, cette absence de garde-fous accroît mécaniquement le risque de malentendus, d'erreurs d'interprétation et de dynamique d'escalade non anticipée.

### 4.5 Le risque de fragmentation du régime : TNP vs TPNW

La montée en puissance du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TPNW), désormais ratifié par 74 États parties, introduit une tension structurelle croissante au sein de l'architecture globale de gouvernance nucléaire. Loin de constituer un instrument concurrent du TNP, le TPNW s'inscrit dans une logique complémentaire normative. Il renforce les obligations de désarmement que les États dotés ont soucrites au titre de l'Article VI du TNP. Pour les États non dotés qui le soutiennent, le TPNW n'est pas une alternative au TNP mais une réponse à son insuffisance, celle de combler, par un instrument plus exigeant, le vide laissé par l'inaction répétée des puissances nucléaires.

Dans un contexte où le TNP peine à produire des résultats tangibles et où les conférences d'examen se concluent de plus en plus fréquemment sans consensus, le TPNW devient progressivement un point de ralliement normatif pour une partie des États non dotés. Il incarne une forme d'exigence plus explicite en matière de désarmement, en contraste avec la logique plus graduelle et compromise du régime du TNP.

Cette dynamique fait émerger une possible bifurcation du régime international de gouvernance nucléaire. Une telle évolution ne serait pas neutre. Elle pourrait contribuer à isoler davantage les États dotés d'armes nucléaires dans les enceintes multilatérales, réduire l'espace de dialogue commun entre États dotés et non dotés, et fragiliser l'universalité des normes qui ont longtemps structuré le régime de non-prolifération.

À terme, le risque n'est pas seulement celui d'une coexistence de deux cadres juridiques. C'est celui d'une fragmentation progressive de la norme elle-même, avec des interprétations divergentes de ce que signifie la sécurité nucléaire au niveau international.

## Section 5 : Transparence et redevabilité : le bilan d'une occasion manquée

### 5.1 Ce que la conférence avait promis

Avant la RevCon 2026, les travaux préparatoires avaient permis de dégager une forme de zone d'accord potentiel autour des enjeux de transparence et de redevabilité. Plusieurs analyses, dont le rapport du BASIC publié en avril 2026, avaient tenté de cartographier avec précision les lignes de position des États parties et d'identifier les marges réelles de compromis.

Ce travail mettait en évidence un point relativement stable de convergence : l'idée d'un dialogue interactif annuel consacré aux rapports nationaux. L'enjeu n'était pas de créer un nouvel instrument contraignant, mais de renforcer progressivement les pratiques existantes, en instaurant un espace régulier d'échange, plus structuré et plus lisible pour l'ensemble des parties.

La logique de cette approche était volontairement pragmatique. Plutôt que de viser immédiatement des réformes ambitieuses susceptibles de bloquer les négociations, la recommandation centrale consistait à avancer par étapes. Un mécanisme unique, consensuel et limité dans son périmètre initial aurait permis d'installer une dynamique de confiance, avant d'envisager, dans un second temps, un approfondissement progressif du dispositif.

### 5.2 Ce qui s'est passé : la transparence comme otage des divisions géopolitiques

La transparence et la redevabilité ont été parmi les premières variables affectées par la fragmentation géopolitique du cycle d'examen. Pour plusieurs États dotés d'armes nucléaires, en particulier la Russie et la Chine, la transparence ne s'inscrit pas comme une norme stable du régime, mais davantage comme un instrument stratégique mobilisable en fonction des intérêts du moment.

Dans les négociations, cette logique s'est traduite par des positions différenciées mais convergentes dans leurs effets. La Russie a, à plusieurs reprises, utilisé les demandes de transparence adressées aux États non dotés sous parapluie nucléaire comme levier de négociation, notamment pour contrer ou bloquer des exigences jugées plus contraignantes à l'égard des États dotés eux-mêmes. La Chine, de son côté, a maintenu une ligne de refus constante vis-à-vis de tout mécanisme susceptible de rendre plus lisibles les contours de son arsenal en expansion.

Dans les deux cas, la transparence apparaît moins comme un objectif partagé que comme un champ de tension politique, où chaque avancée perçue pour un groupe d'États est immédiatement interprétée en termes d'asymétrie stratégique.

### 5.3 Ce qui a néanmoins progressé

Il serait inexact de dire que rien n'a progressé. Le nombre de rapports nationaux soumis a continué d'augmenter. La France et le Royaume-Uni ont maintenu leur pratique de consultation des parties prenantes. La société civile a continué d'avoir accès à certaines séances et d'organiser des événements parallèles à fort impact. Enfin, le consensus s'est renforcé sur le principe du dialogue interactif, même si les modalités restent bloquées.

## Section 6 : Signaux d'alerte pour le cycle 2026–2031

### 6.1 Le risque de prolifération : trois foyers à surveiller

#### Iran : l'incertitude maximale

L'incertitude sur la trajectoire nucléaire iranienne constitue l'un des signaux d'alerte les plus aigus du cycle post-RevCon, en particulier au regard des conséquences potentielles des bombardements américano-israéliens sur la doctrine de sécurité de Téhéran.

Il convient toutefois de ne pas réduire le risque de prolifération à la seule question iranienne, au risque de reproduire un cadrage partial qui occulte d'autres vecteurs d'instabilité tout aussi structurels.

Plusieurs scénarios sont possibles : reprise progressive d'un programme d'enrichissement, retrait du TNP ou négociations diplomatiques en échange de garanties de sécurité. La résilience du régime de non-prolifération dépend en partie de la capacité de la communauté internationale à offrir à l'Iran des alternatives crédibles à la nucléarisation.

#### Péninsule coréenne : l'impasse permanente

La Corée du Nord continue de développer son arsenal et ses vecteurs de livraison. Aucune voie diplomatique crédible vers la dénucléarisation n'est visible. La RevCon 2026 n'a pas trouvé de formulation commune sur la question coréenne, reflet des divisions sino-américaines.

#### Moyen-Orient : la course potentielle

L'Arabie saoudite a répété ses déclarations sur sa volonté de « correspondre » à tout programme nucléaire iranien. Son programme nucléaire civil, incluant des ambitions d'enrichissement national, doit être surveillé. Des pays comme la Turquie et les Émirats arabes unis développent également des capacités nucléaires civiles potentiellement à double usage.

Une analyse honnête du risque nucléaire au Moyen-Orient ne peut faire impasse sur Israël. Seul Etat de la région détenant un arsenal nucléaire, estimé entre 80 à 90 têtes par le Bulletin of the Atomic Scientists, Israël n'est pas partie au TNP et n'est soumis à aucun mécanisme de garanties de l'AIEA. Une situation qui représente une anomalie fondamentale du régime de non-prolifération, rarement nommée comme telle dans les enceintes officielles, elle est pourtant déterminante pour comprendre le fonctionnement des dynamiques sécuritaires régionales.

Dans ce contexte le projet de ZEADM, inscrit dans les engagements de la RevCon de 1995 et réaffirmé en 2010 prend tout son importance mais aussi toute son ironie car trente ans après son adoption de principe, aucune avancée concrète n'a été réalisée, en grande partie en raison du refus d'Israël de participer à toute conférence régionale multilatérale sur cette question. La RevCon de 2026 n'a pas davantage permis de rouvrir ce dossier, qui reste l'un des angles morts les plus significatifs du régime.

### 6.2 Le risque de gouvernance : vers un vide normatif ?

Si le TNP continue de se vider de sa substance sans qu'un mécanisme alternatif émerge, le risque à moyen terme est celui d'un vide normatif dans la gouvernance nucléaire mondiale. Ce vide serait particulièrement dangereux : les normes de non-prolifération ont besoin d'être régulièrement réaffirmées pour garder leur force, et l'absence de cadre multilatéral crédible rend plus difficile la gestion des crises nucléaires futures.

## Section 7 : Implications stratégiques et recommandations

### 7.1 Pour les gouvernements et décideurs politiques

#### Investir dans la diplomatie nucléaire préventive

Face à l'échec de la RevCon 2026, l'enjeu n'est pas de détourner le regard du TNP ni de renoncer à son enceinte multilatérale, malgré ses blocages répétés. Ce serait une lecture trop rapide, presque défensive. Le problème n'est pas l'existence du cadre, mais l'insuffisance des espaces de dialogue qui l'alimentent en amont et en parallèle.

Dans ce contexte, une partie de la réponse passe par un investissement plus soutenu dans la diplomatie nucléaire préventive, à la fois bilatérale, régionale et multilatérale. Les dynamiques les plus structurantes ne se jouent pas uniquement dans les salles de conférence officielles. Elles se construisent aussi dans des espaces plus discrets, souvent moins visibles mais parfois décisifs.

Les échanges de couloir, les formats Track 1.5 et Track 2, ainsi que les initiatives informelles de construction de confiance, peuvent produire des effets que les négociations formelles peinent à atteindre dans un contexte de polarisation élevée. Ils ne remplacent pas les enceintes officielles, mais ils les rendent parfois possibles en préparant le terrain politique que celles-ci ne parviennent plus à générer seules.

#### Renforcer les garanties de l'AIEA

L'attaque contre les installations nucléaires iraniennes safeguardées a mis en évidence la fragilité du régime de garanties. Les gouvernements doivent renforcer politiquement et financièrement l'AIEA, et travailler à l'universalisation du Protocole additionnel. Ils doivent également défendre publiquement l'inviolabilité des installations nucléaires sous garanties.

### 7.2 Pour les organisations internationales

L'AIEA doit sortir renforcée des controverses de la RevCon 2026. Son autorité en tant qu'arbitre technique des obligations de safeguards ne doit pas être compromise par des considérations politiques.

### 7.3 Pour les acteurs privés et institutionnels exposés

Les entreprises et investisseurs institutionnels opérant dans des zones à risque nucléaire comme le moyen-orient, péninsule coréenne, détroit de Taïwan, flanc est de l'Europe doivent intégrer ce risque dans leurs analyses géopolitiques. Un système de veille structurée sur les indicateurs avancés (annonces de modernisation d'arsenaux, modifications de doctrine, incidents impliquant des installations nucléaires) est un outil de gestion de risque de plus en plus nécessaire.

## SECTION 8 : IDN FRANCE À LA REVCON 2026 PRÉSENCE, RENCONTRES ET PLAIDOYER

### 8.1 La présence d'IDN France : positionnement et stratégie de plaidoyer

Initiatives pour le Désarmement Nucléaire (IDN France) était présente à la 11e Conférence d'examen du TNP en qualité d'organisation non gouvernementale accréditée, dans la continuité de son engagement multilatéral pour le désarmement nucléaire. Notre présence à New York s'inscrivait dans une stratégie délibérée : ne pas se contenter des plénières officielles, mais investir les espaces informels (couloirs, réunions satellites, événements parallèles) où se jouent les dynamiques réelles de la négociation.

Cette approche de terrain reflète la conviction fondatrice d'IDN : le désarmement nucléaire ne se fera pas uniquement par des traités rédigés par de grandes puissances, mais aussi par la construction patiente d'une masse critique de délégations déterminées, informées et soutenues dans leur prise de parole. La RevCon 2026 a confirmé que les États du Sud global souvent sous-représentés dans les analyses stratégiques des capitales occidentales portent une vision cohérente, ambitieuse et moralement irréfutable du désarmement. Notre rôle est de les amplifier.

#### STRATÉGIE DE PLAIDOYER IDN À LA REVCON 2026

1. Rencontres bilatérales ciblées avec des délégations du Mouvement des Non-Alignés et du Groupe africain
2. Présentation du Plan d'action IDN en 13 étapes dans les espaces informels et les side events
3. Participation active à l'événement AFCON dédié aux délégations africaines
4. Documentation systématique des échanges pour alimenter le présent rapport et les travaux futurs d'IDN

### 8.2 Rencontre avec la délégation malgache

**Interlocuteur :** M. Ratsimbazafy, représentant de la délégation de Madagascar

La rencontre avec le représentant malgache a été l'une des plus significatives sur le plan symbolique et politique. Madagascar incarne, avec ses voisins insulaires et continentaux, la dimension profondément asymétrique du risque nucléaire : un pays qui n'a jamais possédé, développé ni cherché à acquérir des armes nucléaires, qui respecte scrupuleusement ses obligations au titre du TNP et du Traité de Pelindaba et qui subit pourtant les conséquences stratégiques et politiques des décisions prises par neuf États dont il n'est pas.

## Délégation de Madagascar

M. Ratsimbazafy

- Réaffirmation de l'adhésion inconditionnelle au Traité de Pelindaba et à la Zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (ZEAN)
- Critique de la doctrine de « dissuasion » comme justification du statu quo des puissances dotées
- Soutien aux initiatives multilatérales concrètes pour débloquer le dialogue, notamment le Plan d'action IDN
- Demande d'engagements mesurables des ENW assortis de calendriers précis
- Préoccupation face au précédent iranien et à l'effet de démonstration négatif pour les États non nucléaires respectueux du TNP
- Appui à la complémentarité TNP-TPNW comme levier de pression normative sur les États dotés

*« Alors que les grandes puissances s'embourbent dans la défense de leur doctrine de dissuasion, Madagascar et les pays africains portent une voix essentielle : celle de la justice nucléaire et du strict respect du Traité de Pelindaba. »*

Au cœur de notre échange, M. Ratsimbazafy a tenu à souligner ce qu'il a qualifié d'« inversion de la charge de la preuve » : ce sont les États non nucléaires qui doivent constamment justifier leur engagement envers le TNP, pendant que les puissances dotées modernisent leurs arsenaux sans rendre de comptes. « Nous respectons nos obligations depuis des décennies. Qu'est-ce que cela nous a apporté ? » Cette question, posée sans amertume mais avec une précision redoutable, résume le sentiment dominant au sein du Groupe africain à la RevCon 2026.

IDN a présenté à cette occasion les grandes lignes de son Plan d'action en 13 étapes pour éviter la guerre nucléaire, en soulignant les mesures à court terme, notamment la réduction du niveau d'alerte des arsenaux et le renforcement du dialogue d'urgence entre puissances, comme des leviers immédiatement accessibles, sans attendre un hypothétique grand accord multilatéral.

## 8.3 Rencontre avec la délégation sénégalaise

**Interlocuteur :** M. Papa Samba Diack, représentant de la délégation sénégalaise aux Nations Unies

La rencontre avec le représentant sénégalais a été marquée par une franchise et une clarté de vision qui tranchaient avec le discours diplomatique souvent calibré des séances plénières. Papa Samba Diack a d'emblée posé le cadre : le Sénégal ne vient pas à New York pour valider un statu quo inacceptable. Il vient pour que ses positions soient entendues, documentées et pesées dans la négociation finale.

<p style="text-align: center;">[S]</p> <p style="text-align: center;"><b>Délégation du Sénégal</b></p> <p style="text-align: center;"><i>M. Papa Samba Diack</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exigence d'un « bond » vers le désarmement</li> <li>• La fin des promesses creuses : des engagements clairs, mesurables et associés à un calendrier précis</li> <li>• Droit aux applications pacifiques du nucléaire pour le développement (médecine, agriculture, énergie)</li> <li>• Refus du double standard : la non-prolifération ne doit pas servir à freiner le développement technologique du Sud</li> <li>• Frustration face au blocage du consensus : les tensions autour de l'Ukraine et de l'Iran paralysent les discussions</li> <li>• Ancrage dans la tradition d'une Afrique dénucléarisée : le Sénégal incarne le Traité de Pelindaba</li> </ul>
<p>« Le Sénégal est clair : nous voulons la paix, mais pas au prix de notre développement. Le désarmement doit être total, juste et équitable, pour un avenir digne pour tous. »</p> <p>« Les 5 membres permanents modernisent leurs arsenaux pendant que nous attendons. Il ne s'agit plus de petits pas, mais d'un véritable bond en avant vers l'élimination des armes nucléaires. »</p>	

La position sénégalaise s'est articulée autour de quatre axes majeurs, formulés avec une cohérence qui reflète la solidité de sa doctrine diplomatique en matière de désarmement.

Le premier axe porte sur l'idée d'un véritable « saut qualitatif » en matière de désarmement nucléaire. Pour Dakar, il ne s'agit plus de reproduire les équilibres fragiles du cycle 2021-2026, mais d'exiger des puissances nucléaires un signal politique clair et mesurable. Les engagements attendus ne peuvent se limiter à des déclarations générales ; ils doivent être vérifiables, structurés dans le temps et accompagnés d'une trajectoire explicite. Cette approche rejoint, sur le fond, les logiques portées par le Plan d'action IDN, qui propose une hiérarchisation précise de mesures concrètes.

Le deuxième axe concerne le droit au développement nucléaire civil. Le Sénégal insiste sur le fait que la non-prolifération ne doit pas devenir un instrument de verrouillage technologique au profit des États déjà avancés. L'accès aux usages pacifiques du nucléaire, notamment en médecine, en agriculture et dans le domaine énergétique, est présenté comme un droit légitime, qui ne saurait être limité par des considérations politiques asymétriques.

Le troisième axe exprime une forme de frustration croissante face aux blocages récurrents du consensus. Lors des échanges, M. Diack a formulé cette idée avec une franchise notable, soulignant le coût politique et diplomatique que représentent ces échecs successifs pour les États qui respectent strictement leurs engagements. Il résume ainsi une tension structurelle du régime : « Ce sont les États qui violent les règles qui bloquent, et ce sont ceux qui les respectent qui subissent l'absence de résultats. »

Enfin, le quatrième axe s'inscrit dans une lecture plus large du positionnement africain. Le Sénégal se présente comme l'un des porte-voix d'un modèle de responsabilité nucléaire fondé sur le Traité de Pelindaba et sur une conviction forte : la sécurité collective ne peut reposer sur la possession d'armes de destruction massive. Cette posture vise à projeter, au niveau international, une expérience régionale de renoncement et de normativité.

*« Nous exigeons un signal politique fort. Il ne s'agit plus de petits pas, mais d'un véritable bond en avant vers l'élimination des armes nucléaires. La morale et la stratégie convergent vers la même conclusion. »*

**Papa Samba Diack, délégation sénégalaise, RevCon 2026**

## 8.5 L'événement AFCON : quand l'Afrique parle d'une seule voix

En marge des séances officielles de la RevCon 2026, IDN France a pris part à un événement organisé par l'AFCON, la Commission africaine pour l'énergie nucléaire, dans le cadre des activités parallèles de la conférence. La rencontre réunissait des représentants gouvernementaux africains, des acteurs de la société civile et des experts du désarmement. Elle a compté parmi les moments les plus marquants de notre présence à New York, notamment par la qualité des échanges et la clarté des positions exprimées.

L'AFCON y a défendu une ligne constante, déjà affirmée lors des PrepComs précédents. Les trois piliers du TNP, désarmement, non-prolifération et usages pacifiques, doivent être considérés comme strictement équivalents en termes de poids politique et normatif. Au centre de cette position figure une exigence forte : l'obtention d'assurances de sécurité négatives juridiquement contraignantes de la part des États dotés d'armes nucléaires.

Dans la même logique, l'AFCON a appelé à la ratification sans réserve des protocoles du Traité de Pelindaba par les puissances nucléaires. Une demande qui s'inscrit dans une lecture plus large de la sécurité internationale, fondée sur le renforcement des zones exemptes d'armes nucléaires et sur la consolidation des engagements régionaux existants.

### POSITIONS CLÉS DU GROUPE AFRICAIN À LA REVCON 2026

- Traitement équilibré des trois piliers du TNP : désarmement, non-prolifération, usages pacifiques
- Assurances de sécurité négatives (ASN) juridiquement contraignantes pour les États non nucléaires
- Ratification sans réserves par les ENW des protocoles du Traité de Pelindaba
- Déploiement d'énergie nucléaire civile sûre et sécurisée, conforme à l'Agenda 2063 de l'Union africaine
- Refus de tout double standard dans l'application des normes de non-prolifération

L'événement organisé par l'AFCON a permis à IDN de mieux saisir la profondeur et la cohérence de la position africaine sur les questions nucléaires. Loin de l'image parfois réductrice d'un continent en marge des débats stratégiques globaux, les États africains portent en réalité une lecture structurée du régime de non-prolifération, nourrie par des intérêts clairement identifiés et par une tradition normative solide, incarnée notamment par le Traité de Pelindaba. Entré en vigueur en 2009, ce traité fait de l'Afrique la plus vaste zone exempte d'armes nucléaires, et l'une des expériences de dénucléarisation régionale les plus abouties à l'échelle internationale.

Au cours des échanges, un consensus net s'est dégagé sur un point central : la répétition d'un troisième échec consécutif de la RevCon ne fragilise pas seulement le TNP en tant que tel, mais affecte aussi directement la crédibilité des États africains qui ont fait le choix du désarmement. Cette idée a été exprimée avec une force particulière par un participant, qui résumait ainsi l'enjeu : « Chaque fois que les puissances nucléaires bloquent la conférence, elles envoient un message à nos populations : désarmer, c'est pour les naïfs. »

Dans ce cadre, IDN a pu présenter les éléments de son plan d'action susceptibles de répondre directement à cette préoccupation, en mettant l'accent sur les mesures de court terme visant la réduction du risque d'emploi des armes nucléaires.

*« L'Afrique a choisi la paix. Nous attendons maintenant que les puissances nucléaires choisissent la même voie. Le Traité de Pelindaba n'est pas un accessoire diplomatique, c'est notre contribution à la sécurité mondiale. »*

**Représentant AFCONE, événement AFCON en marge de la RevCon 2026**

## SECTION 9 : LE PLAN D'ACTION IDN FACE AUX DYNAMIQUES DE LA REVCON 2026

---

### 9.1 Présentation du Plan d'action IDN : éviter la guerre nucléaire

IDN France a élaboré un plan d'action en treize étapes visant à prévenir le risque de guerre nucléaire. Ce cadre est structuré autour de trois horizons temporels : le court terme, centré sur la réduction urgente du risque d'emploi des armes nucléaires ; le moyen terme, consacré au renforcement des mécanismes de non-prolifération ; et le long terme, qui vise une réduction progressive et contrôlée des arsenaux nucléaires.

Ce plan ne se veut pas une projection normative détachée des contraintes actuelles. Il repose au contraire sur une logique explicitement pragmatique, ancrée dans les équilibres politiques existants et dans les marges de manœuvre réellement disponibles aujourd'hui. L'enjeu n'est pas de dessiner un modèle théorique de désarmement parfait, mais d'identifier des leviers d'action immédiatement mobilisables.

La spécificité de cette approche tient à sa gradation. Plutôt que de s'inscrire dans une logique de rupture immédiate, difficilement compatible avec les dynamiques observées à la RevCon 2026, elle propose une trajectoire progressive. Chaque acteur peut ainsi s'engager à son niveau, en fonction de son degré d'ambition politique, tout en contribuant à une dynamique cumulative de réduction du risque nucléaire.

## À COURT TERME : RÉDUIRE D'URGENCE LE RISQUE D'UTILISATION

<b>1. Baisser le niveau d'alerte</b>	Séparer les armes de leurs vecteurs pour éviter tout tir accidentel. Cette mesure est techniquement et politiquement accessible immédiatement, sans attendre un cadre multilatéral formel.
<b>2. Adopter la non-première utilisation</b>	Renoncer à l'usage des armes nucléaires en premier, en toutes circonstances. Plusieurs délégations du MNA, dont la Sénégal, ont explicitement demandé cette mesure à la RevCon 2026.
<b>3. Renforcer la transparence</b>	Publier des données fiables sur les doctrines et les arsenaux nucléaires. Directement lié au blocage de la Chine et de la Russie sur le reporting standardisé à la RevCon.
<b>4. Maîtriser les risques cyber et IA</b>	Garantir un contrôle humain et établir des normes internationales sur les arsenaux nucléaires.
<b>5. Retirer les armes nucléaires tactiques d'Europe</b>	Retrait réciproque des armes américaines (OTAN) et russes du continent européen.
<b>6. Renforcer le dialogue et la prévention</b>	Créer des canaux de communication d'urgence entre puissances, le minimum du minimum pour éviter l'escalade accidentelle.

## À MOYEN TERME : RENFORCER LA NON-PROLIFÉRATION

<b>7. Faire entrer en vigueur le TICE</b>	Ratifier et respecter le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un consensus quasi-universel à la RevCon 2026, bloqué uniquement par le refus de certains Annexe 2.
<b>8. Négocier un traité sur les matières fissiles (FMCT)</b>	Interdire la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires.
<b>9. Dénucléariser la péninsule coréenne</b>	Relancer des négociations multilatérales sérieuses pour une paix durable et une ZEAN.
<b>10. Réduire le rôle des armes nucléaires</b>	Réaffirmer l'engagement de diminuer leur rôle dans les doctrines de sécurité.
<b>11. Créer une zone exempte au Moyen-Orient</b>	Avancer vers une ZEAN au Moyen-Orient — question directement liée à la crise iranienne.
<b>12. Préserver et renforcer les accords existants</b>	Soutenir le multilatéralisme et les accords de non-prolifération vérifiables (ex. JCPOA).

## À LONG TERME : ÉLIMINER LES ARMES NUCLÉAIRES PROGRESSIVEMENT ET SOUS CONTRÔLE

<b>13a. Négocier de nouvelles réductions</b>	Réduire de façon vérifiable toutes les catégories d'armes nucléaires, sans défense anti-missiles ni systèmes spatiaux exclus.
<b>13b. Poursuivre les réductions unilatérales</b>	Aller plus loin dans les réductions nationales et le démantèlement des systèmes inutiles et coûteux.
<b>13c. Adhérer au TIAN</b>	Rejoindre le processus global d'interdiction et de mise au ban des armes nucléaires.
<b>13d. Mettre en place un contrôle international solide</b>	Développer des mécanismes de vérification robustes, transparents et universels.
<b>13e. Éduquer, mobiliser, agir ensemble</b>	Impliquer les sociétés civiles, les jeunes et les gouvernements pour construire un monde sans armes nucléaires.

## 9.2 Résonances du Plan d'action IDN dans les dynamiques de la RevCon

La RevCon 2026 a fonctionné, à bien des égards, comme un test en situation réelle de la pertinence opérationnelle du plan d'action d'IDN. Les dynamiques observées, à la fois dans les séances officielles et dans les espaces informels de négociation, offrent un matériau précieux pour évaluer la manière dont certaines de ses propositions sont reçues, reprises ou implicitement reconnues par les acteurs du processus d'examen.

Au-delà des positions déclarées, c'est dans les ajustements progressifs des discours, les convergences partielles et les zones de friction récurrentes que se lit le degré d'appropriation des différentes étapes du plan. Cette lecture permet de distinguer ce qui relève encore du registre programmatique de ce qui commence, plus discrètement, à s'inscrire dans les marges du possible diplomatique.

### Les mesures à court terme : un consensus tacite mais non formalisé

Les six mesures de court terme du plan d'action d'IDN, la baisse du niveau d'alerte, la non-première utilisation, la transparence, la gestion des risques liés au cyber et à l'intelligence artificielle, le retrait des armes tactiques en Europe et le renforcement du dialogue préventif, ont toutes été évoquées d'une manière ou d'une autre pendant la RevCon 2026. Mais aucune n'a réussi à franchir le seuil de la formalisation dans un accord.

Sur le niveau d'alerte, plusieurs délégations du Mouvement des non-alignés, dont le Sénégal, ont insisté sur quelque chose de très concret : c'est une mesure que les États dotés pourraient prendre seuls, dès maintenant, sans attendre un hypothétique consensus global. La délégation malgache a mis l'accent sur son caractère simple, presque évident, et pourtant politiquement chargé. Dans ces échanges, IDN a pu voir se dessiner un accord discret, pas affiché, mais bien réel.

La non-première utilisation est arrivée d'un endroit plus inattendu. La Chine l'a évoquée elle-même. Pékin reste l'un des rares États dotés à maintenir une doctrine officielle de NFU et s'en est servi comme exemple à suivre. Évidemment, il y a une dimension stratégique derrière cette position. Mais dans le contexte de la RevCon, ça reste un point d'appui exploitable, y compris pour le travail de plaidoyer.

Le dialogue préventif, lui, a presque fait consensus. Même les délégations les plus prudentes reconnaissent qu'on ne peut pas rester sans canaux fiables dans un contexte où les mécanismes formels se délitent, entre New START suspendu et un P5 Process en perte de vitesse. L'idée de canaux d'urgence informels pour éviter une escalade accidentelle est revenue plusieurs fois, parfois sans être nommée directement, mais toujours avec la même intuition derrière.

### Les mesures à moyen terme : le cœur du blocage

C'est sur les mesures de moyen terme que les tensions de la RevCon 2026 se sont exprimées avec le plus de netteté. Les blocages sont restés globalement inchangés, presque cristallisés. L'entrée en vigueur du TICE demeure suspendue à la ratification d'un ensemble d'États clés, dont l'Inde, le Pakistan, Israël, l'Égypte, l'Iran, la Chine et les États-Unis. Aucun signal d'avancée n'a émergé durant la conférence sur ce point.

La négociation d'un traité d'interdiction de la production de matières fissiles (FMCT) est, elle aussi, restée au point mort. Les positions sont connues, répétées, et désormais largement figées, sans dynamique réelle de relance. Quant à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, elle n'a pas fait l'objet de discussions substantielles, en l'absence d'accord entre Washington et Pékin sur la méthode ou même sur le cadre d'approche.

La question d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, qui correspond à la mesure 11 du plan d'action d'IDN et s'inscrit dans le prolongement de la résolution de 1995, a occupé une place importante dans les échanges. Mais elle s'est heurtée à des conditions politiques particulièrement défavorables. L'absence de l'Iran dans un cadre de négociation pleinement fonctionnel, combinée aux tensions persistantes avec Israël, a rendu toute avancée concrète pratiquement inaccessible.

### **Les mesures à long terme : une ambition assumée**

Les délégations avec lesquelles IDN a échangé, notamment Madagascar, le Sénégal et certains pays de l'AFCON ont exprimé un soutien convergent aux mesures de long terme du plan d'action, en particulier l'adhésion au TIAN ainsi que la mise en place d'un dispositif de contrôle international renforcé, correspondant aux mesures 13c et 13d.

Le cas du Zimbabwe est particulièrement significatif. En tant qu'État partie au TPNW, sa position met en avant une lecture de complémentarité entre le TIAN et les objectifs de long terme du TNP, plutôt qu'une logique de substitution ou de concurrence normative. Cette articulation est apparue de manière explicite dans les échanges, où le désarmement progressif est envisagé comme un horizon partagé, même si les trajectoires pour y parvenir diffèrent.

Ces convergences, exprimées de manière constante mais souvent discrète, suggèrent l'existence d'un espace politique réel pour un soutien africain élargi au plan d'action d'IDN dans son ensemble. Cet espace ne se traduit pas encore en positions formalisées dans les négociations multilatérales, mais il apparaît suffisamment structuré pour constituer une base de travail diplomatique à moyen et long terme.

*« Éviter la guerre nucléaire, c'est possible. Désamorcer les risques aujourd'hui. Éliminer les armes nucléaires demain. Ensemble, construisons un monde sûr, pacifique et exempt d'armes nucléaires. »*

**IDN France, Plan d'action : Charte de plaidoyer**

## 9.3 Leçons de terrain pour le plaidoyer IDN : Cycle 2026-2031

Les rencontres de la RevCon 2026 permettent de dégager plusieurs leçons opérationnelles pour la stratégie de plaidoyer d'IDN dans le prochain cycle.

### Leçon 1 : L'Afrique est un levier stratégique sous-exploité

Le Groupe africain figure parmi les ensembles régionaux les plus cohérents et les mieux structurés sur les questions nucléaires. Sa position repose sur quelques lignes directrices constantes : l'objectif de désarmement complet, le respect des zones exemptes d'armes nucléaires, le rejet des doubles standards dans l'application du régime, ainsi que la défense du droit au développement des usages pacifiques de l'énergie nucléaire. L'ensemble forme une doctrine lisible, relativement stable dans le temps, et fortement ancrée dans les expériences régionales de désarmement.

Dans ce cadre, IDN dispose d'un positionnement particulier, lié à sa capacité d'interaction avec ces délégations. Plusieurs États africains expriment un intérêt pour des interlocuteurs de la société civile capables de porter leurs analyses dans des espaces multilatéraux où leur voix reste parfois indirecte ou contrainte par les dynamiques de négociation.

Dans la perspective du prochain cycle, cette dynamique ouvre la voie à un approfondissement des liens de travail entre IDN et des partenaires africains, sous des formes plus structurées et plus continues. L'enjeu ne se limite pas à la coordination ponctuelle, mais à la construction de relais durables entre expertise, plaidoyer et participation aux processus internationaux.

### Leçon 2 : Le plan d'action en 13 étapes est bien reçu, il faut le diffuser

Chaque interlocuteur à qui IDN a présenté son plan d'action a réagi positivement à sa logique de gradation et à sa couverture complète des différents horizons temporels. L'approche consistant à engager des mesures immédiates tout en ouvrant une trajectoire progressive vers des objectifs plus ambitieux trouve un écho particulier dans le contexte actuel de blocage du régime.

Cette séquence "commencer maintenant, élargir ensuite" rejoint directement une frustration récurrente exprimée par plusieurs délégations du Mouvement des non-alignés, celle de voir les conférences successives produire peu de résultats concrets malgré des années de négociation. Dans ce cadre, la valeur du plan tient autant à son ambition qu'à sa capacité à rendre l'action possible à court terme.

Dans cette perspective, la diffusion du plan dans des formats linguistiques adaptés apparaît comme un levier stratégique. Des versions en arabe, en anglais et en swahili permettraient non seulement d'élargir sa circulation, mais aussi de faciliter son appropriation directe par les délégations du Sud global et les acteurs régionaux impliqués dans les discussions sur le désarmement.

### Leçon 3 : Le risque de désillusion est réel et doit être adressé

Plusieurs interlocuteurs ont exprimé une lassitude profonde face à l'accumulation des échecs. Le risque est réel : si les États du Sud global perdent foi dans les enceintes multilatérales nucléaires, ils pourraient graduellement se retirer de l'investissement diplomatique dans ces processus ce qui, à terme, affaiblirait la coalition qui plaide pour le désarmement. IDN a un rôle spécifique à jouer pour maintenir l'engagement de ces délégations, en leur fournissant des analyses de qualité, des propositions concrètes et un soutien de visibilité.

## Section 10 : Conclusion

### La zone d'accord potentiel a-t-elle été saisie ?

La réponse est non. La RevCon 2026 n'a pas permis de saisir la zone d'accord potentiel identifiée par le rapport BASIC. Elle n'a adopté ni document final, ni mécanisme de dialogue interactif, ni décision procédurale visant à renforcer le processus d'examen. Il s'agit de la troisième conférence d'examen consécutive à échouer sur ces points.

Pour autant, la conclusion de ce rapport n'est pas celle du désenchantement. Le TNP reste le cadre universel le plus solide dont dispose aujourd'hui la communauté internationale pour gérer le risque nucléaire. Il réunit 191 États parties et a permis de contenir durablement le nombre d'États dotés à neuf depuis 1970, là où, sans lui, la trajectoire aurait pu être très différente. Sa norme centrale, la non-prolifération, conserve une force réelle, même si elle est aujourd'hui mise à l'épreuve.

Pour IDN France, la RevCon 2026 n'est pas seulement un échec diplomatique. Elle agit aussi comme une forme de révélateur. Elle confirme que les dynamiques portées par la société civile et par plusieurs États du Sud global sont bien plus structurées et ambitieuses que ce que laisse transparaître le récit diplomatique dominant. Elle confirme également que le plan d'action en treize étapes répond à un besoin concret, exprimé de manière récurrente dans les échanges avec les délégations rencontrées.

Elle souligne enfin un point essentiel : le rôle d'IDN consiste moins à produire un horizon théorique qu'à amplifier des positions déjà existantes, mais souvent dispersées ou peu visibles dans les espaces formels. Dans ce cadre, l'idée d'une paix sans armes nucléaires reste politiquement difficile, mais elle n'est plus marginale.

*« Much more enlightened, engaged, and pragmatic leadership and diplomacy will be needed to guard against the growing risks of an unconstrained nuclear build-up, threats to resume nuclear testing, and the risk of a nuclear-armed Iran. »*

**Daryl Kimball, Arms Control Association, 22 mai 2026**

Le prochain cycle de révision (2026–2031) s'ouvrira dans un environnement encore plus contraint. Les conditions d'un succès de la RevCon 2031 sont bien identifiées : une forme de stabilisation, voire de règlement, de la crise iranienne ; une reprise du dialogue bilatéral entre la Russie et les États-Unis sur le contrôle des armements ; et une Chine disposée à s'engager de manière substantielle sur les questions de transparence. À ce stade, aucune de ces conditions ne semble réellement acquise.

C'est précisément dans ce contexte que la présence d'organisations comme IDN France dans ces espaces prend tout son sens. Leur rôle ne se limite pas à observer ou à commenter. Il consiste à documenter, à mettre en relation, à porter certaines propositions dans des espaces où elles peinent parfois à circuler, et à maintenir un niveau minimal de continuité dans le débat.

Dans un environnement de plus en plus fragmenté, cette fonction de présence active devient moins périphérique qu'il n'y paraît. Elle s'inscrit dans une logique de travail de fond, où la diplomatie ne se joue pas uniquement dans les textes finaux, mais aussi dans l'ensemble des interactions qui les rendent, ou non, possibles.

## Annexe : Positions des acteurs clés à la RevCon 2026

Le tableau ci-dessous synthétise les positions des principaux acteurs et groupes d'États parties observées lors de la Conférence d'examen de mai 2026.

Acteur / Groupe	Position transparence	Dialogue interactif	Signaux de risque clés
<b>États-Unis</b>	Soutien conditionnel. Priorité : nommer l'Iran.	Soutien si tous ENW participent.	Retrait des engagements de désarmement. Tensions OTAN.
<b>Royaume-Uni</b>	Transparence = confiance. Modernisation en cours.	Ouvert mais recul vs 2024.	Hausse plafond têtes nucléaires.
<b>France</b>	Champion du dialogue inclusif. Réduction propre transparence 2026.	Dialogue interactif obligatoire ENW.	Contradiction appels vs opacité croissante.
<b>Chine</b>	Refuse template standardisé. Modernisation opaque.	Modérément favorable si parapluies inclus.	Arsenal triplé. Principal vecteur instabilité 2026-31.
<b>Russie</b>	Cadre 2013 suffisant. Oppose mécanismes de surveillance.	Oppose tout mécanisme contraignant.	Guerre Ukraine, menaces nucléaires, New START suspendu.
<b>Groupe africain / MNA</b>	Transparence = accountability NWS. Benchmarks + timelines.	Dialogue interactif MCI. Société civile incluse.	Frustration croissante. Risque désengagement.
<b>Iran</b>	Accuse ENW d'opacité. Focus retrait du TNP.	Soutien non répété post-bombardements.	Déclencheur principal d'échec. Précédent dévastateur.
<b>TPNW / États Ban</b>	Transparence élargie : humanitaire, essais, doctrine.	Soutien indirect mécanismes structurés.	Légitimité croissante face à l'échec TNP.